

- 1) Le gouvernement semble tergiverser (car dossier explosif, forte opposition notamment des régimes spéciaux...) mais il n'en demeure pas moins que la retraite par points est confirmée ainsi que la suppression de code des pensions des fonctionnaires.
- 2) Une des difficultés pour contrer le discours du Président de la République, réside dans le fait que la retraite par points se veut plus simple que le système actuel, mais aussi plus équitable. Or la spécificité de certains métiers est une évidence dont il convient de tenir compte.(cf le point n°6)
- 3) Il nous faut bien comprendre que ce système par points conduira l'ensemble des salariés, publics comme privés, à cotiser à l'aveugle. La valeur du point pouvant varier, il sera impossible de connaître avec exactitude le montant de nos pensions. Pire, ce système s'inscrit dans une volonté de ne pas dépasser un certain plafond du PIB (aux alentours de 14%, seuil atteint aujourd'hui par notre système actuel). L'Union Européenne ne voulant pas que ce seuil soit dépassé, on peut facilement imaginer que la valeur du point au moment de son départ en retraite soit bien éloignée de sa valeur lors de son achat. Si à cela s'ajoute l'évolution du nombre de retraités, il faudra bien partager le « gâteau » en de plus petites parts, et ce qui était un droit dans notre système actuel disparaîtra avec le système par point.
- 4) La disparition du calcul pour les fonctionnaires sur les 6 derniers mois remet en question la notion de carrière et donc, celle de nos statuts. Elle offre une formidable opportunité au « new-management » pour qui la carrière est un frein au développement de la rémunération au mérite. *Les nombreux retours que nous avons des collègues ayant eu un rendez-vous de carrière prouvent, s'il le fallait encore, que la notion de mérite est plus que subjective puisque assujettie notamment à des quotas (NDR).*
- 5) Pour les enseignants, le changement de système induira une perte de pension entre 200 et 700 € par mois (*voir exemple de calcul en fin d'article*).
- 6) Il faut cesser de penser et de dire que les fonctionnaires sont des privilégiés en matière de retraite. Aujourd'hui, les agents du service public comme ceux du privé partent en retraite avec une pension équivalente en moyenne à 65% de leur meilleur salaire. Nous ne devons donc pas avoir honte de notre régime particulier.
- 7) L'espérance de vie en bonne santé stagne et se situe aujourd'hui autour de 63 ans. En reculant l'âge de départ, on nous prend les meilleures années de la retraite, années où l'on peut notamment être actifs dans la vie sociale.
- 8) Le système par points va tuer tout débat social sur la part de richesse nationale que la société attribue aux retraités. Les questions de cotisation liées au chômage, aux salaires et notamment à l'accroissement des salaires bas ou de celui des femmes, au taux payé par les employeurs, ne seront dès lors plus traitées. La question de la retraite sera alors renvoyée à une démarche individuelle remplaçant un système solidaire par un système individualiste, de capitalisation où les plus nantis s'en sortiront mieux une fois de plus.
- 9) S'il est prévu que le taux de prélèvement des cotisations s'élève à 28% pour tous, il sera dégressif pour les revenus dépassant les 120 000 € annuels. Aujourd'hui, une personne payant 30 000 € de cotisations annuelles, n'en paiera plus que 10 000 avec la réforme envisagée. *Posons-nous la question à qui profite cette réforme ?*
- 10) Nous devons nous poser également la question de la nécessité d'une telle réforme. S'il est bien prévu un déficit de 0.2% en 2025 avec le système actuel, des études démontrent qu'en 2045 notre système serait de nouveau à l'équilibre. *Pourquoi dès lors le changer ?*

*Les mensonges gouvernementaux, relayés par une partie des grands médias, doivent nous faire réagir. Mobilisons-nous, chacun et chacune à notre niveau, pour ne pas accepter ce changement de société. Œuvrons, pour que toutes les forces d'opposition, politiques, syndicales et citoyennes, convergent pour stopper cette escalade libérale qui, comme pour le climat, entrainera notre société dans une régression épouvantable.*